AFRICA NEWS REPORT

AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 825 **9 février 2004**

SOMMAIRE

Page

La politique étrangère américaine découle d'un processus dynamique et multiforme
(Discours de M. Jon Alterman devant des publics arabes) (3310) 1

Le projet de budget pour 2005 met l'accent sur la défense et la sécurité
(Le président Bush a soumis son projet de budget au Congrès.) (610) 3

Projet de budget record pour le Corps de la paix
(Communiqué de presse du 2 février) (710) 4

Projet de budget 2005 pour la lutte contre le sida
(Les propositions du président Bush) (670) 5

La Coalition mondiale sur les femmes et le sida
(Les femmes et les filles seraient plus vulnérables face au VIH.) (420) 5

OMS: la mortalité infantile en Afrique est liée à l'insalubrité du milieu
(Une enquête sera lancée dans six pays.) (670) 6

Les militaires américains appuient des projets liés à la santé en Afrique
(Dons d'ambulances, de lits, de matériel, construction de dispensaires et formation spécialisée) (930) . . . 6

M. Alan Larson nommé administrateur général du Compte du millénaire
(La première réunion du conseil d'administration) (450) 7

Les Etats-Unis sont attachés à la prévention des génocides
(Les sanctions et l'information sont des outils indispensables.) (1640) 8

Les textes de l'Africa News Report sont libres de tous droits. Toutefois, les mentions de copyright figurant au début de certains articles doivent être reproduites intégralement. Pour toute demande de renseignements, veuillez appeler notre section Presse au numéro suivant: 01.43.12.48.61.

Promulgation prochaine de la loi sur la protection du bassin du Congo
(Les propos du député Edward Royce) (480) 9

La proclamation de M. Bush sur le Mois de l'histoire afro-américaine
(Un nouveau musée rendra hommage aux réalisations des Afro-Américains.) (720) 10

AFI503 02/06/2004

La politique étrangère américaine découle d'un processus dynamique et multiforme

(Discours de M. Jon Alterman devant des publics arabes) (3310)

Le texte qui suit est celui d'un discours prononcé en décembre 2003 en Syrie et en Egypte par M. Jon Alterman, directeur du Programme pour le Proche-Orient au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) et ancien fonctionnaire du "Policy Planning Staff" du département d'Etat.

Structures officielles et officieuses de la politique étrangère américaine

Jon Alterman

Directeur du Programme pour le Proche-Orient

Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS)

Aujourd'hui, je viens vous parler de la politique étrangère américaine. Mon intention n'est pas de vous convaincre qu'elle est bonne mais de vous dire comment elle est déterminée. Quelquefois, il me semble que nous pensons que nos politiques respectives ont une clarté et une direction qui, à dire vrai, leur font souvent défaut. J'espère pouvoir vous donner une idée des nuances de la politique étrangère américaine et aussi mieux vous faire comprendre comment l'innovation et la créativité peuvent affecter les résultats. Je commencerai par parler des structures officielles de la politique étrangère et de la division des pouvoirs entre les diverses branches de notre gouvernement. Ensuite, je vous entretiendrai des divers types d'organisations non officielles qui influencent la politique américaine - organisations des partis, lobbies, groupes de réflexion et autres organisations intermédiaires. Enfin, je parlerai de la décision d'entrer en guerre contre l'Irak et de la manière dont une alliance entre les forces internes et externes du gouvernement et un changement de l'environnement extérieur ont contribué à faire prendre cette décision.

Vous avez tous entendu parler des éléments structurels de la politique étrangère américaine. Le président dirige l'exécutif; sous lui, on trouve les divers ministres ou secrétaires de Cabinet: secrétaire d'Etat, secrétaire dela Défense, etc. Le président nomme et renvoie les ministres, et des postes dans les divers départements ministériels sont réservés à ses alliés politiques. Il n'y a pas de ligne de démarcation fixe entre les titulaires politiques et les fonctionnaires de carrière: la plupart des postes de commande vont aux politiques, mais on trouve aussi souvent des professionnels à de très hauts postes et souvent aussi des titulaires politiques à des postes moins importants.

Chaque ministère a ses propres intérêts, qu'il protége, et aussi souvent sa propre culture. Il est inévitable que les ministères servant le même président veillent à ses intérêts de diverses manières. C'est pourquoi, depuis plus d'un demi-siècle, il existe un Conseil national de sécurité (NSC) qui travaille directement pour le président et sert ses intérêts. Chaque président a utilisé le NSC de manière différente. Dans certains gouvernements, il a fonctionné presque comme chambre d'audience, préparant divers scénarios pour le président et lui demandant de choisir entre eux. Dans d'autres, il a été un puissant acteur de la bureaucratie, préparant sa propre politique et la défendant contre tel ou tel autre ministère.

Le Conseil national desécurité du présent gouvernement Bush ne se conforme pas à ces modèles, en partie du fait de la force de la personnalité des dirigeants des départements d'Etat et de la défense. Et aussi parce que le président en exercice semble apprécier la discrétion chez ses conseillers, dans le cas présent, le vice-président et la conseillère à la sécurité nationale. Les critiques se plaignent de ce que nombre de différends se poursuivent parce que ni le président ni ses conseillers n'interviennent pour résoudre les problèmeset que, laissées à elles-mêmes, les diverses parties du gouvernement n'arrivent pas à se mettre d'accord.

Le Congrès est une autre branche du gouvernement. Son pouvoir vient de ce qu'il décide combien d'argent sera dépensé ou non pour quelles activités. En théorie, il semble que c'est l'exécutif qui prend toutes les grandes décisions et que le Congrès n'a qu'un rôle de comptable. En réalité, personne dans le gouvernement ne peut rien faire tant que le Congrès ne lui a pas accordé les crédits voulus, et personne ne peut faire ce que le Congrès interdit. Lorsque cela arrive, comme cela a été le cas dans l'Affaire "Contra-Iran", où le Conseil national de sécurité a mobilisé des fonds par lui-même pour aider les Contras au Nicaragua, tout se termine mal pour tout le monde.

La troisième branche du gouvernement, qui ne nous intéresse pas directement aujourd'hui, est le judiciaire. C'est lui qui résout les litiges entre l'exécutif et le Congrès et c'est lui qui décide ce que la Constitution permet à chaque branche du gouvernement de faire. Mais dans l'ensemble, il ne joue qu'un rôle mineur dans la politique étrangère.

Un facteur de premier plan dont il importe de se souvenir, lorsque l'on parle du gouvernement américain, est qu'il y a trop d'informations qui circulent. Les ministères, tout comme les divers groupes d'intérêt existants, génèrent une énorme quantité d'informations qui ne cesse d'augmenter et qui est de plus en plus difficile à gérer. L'historien présidentiel Richard Neustadt rappelle que le président Carter lisait quelque 350 pages de mémos chaque jour - et cela constituait une baisse par rapport aux 450 du début de son mandat.

Cela m'amène à la première réalité dont je veux parler: que la plupart des puissants de Washington traitent les problèmes en 2-3 minutes. De nombreux professionnels de la politique étrangère doivent être experts dans des domaines aussi variés quele conflit palestino-israélien, la prolifération nucléaire en Corée du Nord, les discussions entre les Etats-Unis et la Russie concernant les exportations de poulet, la lutte contre la drogue en Colombie - souvent, ils doivent traiter ces questions avant 9 heures du matin. Ils n'ont guère le temps de prendre leur temps, de faire dans la finesse.

Nombre d'individus ne travaillent pas seulement dans la politique étrangère; ils doivent aussi s'occuper d'une large gamme de questions intérieures et politiques. Il est encore plus difficile de capter leur attention et plus encore de la retenir parce qu'ils sont tellement occupés.

Pour compenser l'ampleur de leurs responsabilités, les personnes haut placées de Washington se tournent vers d'autres qui les aident à façonner leurs points de vue, et c'est là la deuxième réalité dont je veux parler. Le nombre des personnes générant et consommant des informations a considérablement augmenté pendant la seconde moitié du XXe siècle. Selon Neustadt, entre 1950 et 1980, le nombre des professionnels affiliés à des groupes d'intérêt à Washington a décuplé, pour atteindre 15.000 personnes; les effectifs du personnel des commissions du Congrès ont été multipliés par huit- ils sont maintenant 3.000 - et ceux du personnel des membres du Congrès ont quintuplé, pour atteindre 10.000. Je n'ai pas les derniers chiffres mais je peux vous assurer que cette tendance s'est poursuivie parce que tous ces professionnels créent un environnement renfermant de plus en plus d'informations dont la gestion demande de plus en plus de personnes.

Les responsables doivent donc trouver des moyens de s'y retrouver dans cette masse d'information créée par cette armée d'experts. Ils se tournent donc vers des structures informelles dont je vous dirai maintenant quelques mots.

Une d'entre elle est constituée par les partis politiques, les organisations qui leur sont affiliées et les organisations amies. Si un responsable n'est guère personnellement intéressé par telle question donnée, non seulement il fait preuve de prudence en l'examinant par le biais du prisme politique mais cela peut également préserver ses intérêts politiques. Ces dernières années, nombre de groupes de réflexion se sont constitués à Washington. Ils font preuve d'esprit de parti et sont en général conservateurs; parmi les plus importants, on peut citer l'Heritage Foundation (qui se concentre sur les questions intérieures) et l'American Enterprise Institute (qui est devenu plus présent dans le domaine de la politique extérieure). Ces organisations jouent également un rôle important dans la formulation des idées et des lignes de conduite à adopter. Je reviendrai sur ce point plus tard.

Les lobbies sont une autre structure informelle de Washington: ils vont des individus dont la mission spécifique est d'influer sur la législation à des "associations professionnelles" moins focalisées qui cherchent à informer les fonctionnaires du gouvernement sur les perspectives des industries ou des groupes qu'ils représentent. Parmi ces groupes de pression, on trouve des lobbies ethniques qui cherchent à influer sur la politique étrangère. Celui que vous connaissez tous et qui, en arabe, s'appelle simplement "le lobby" est le lobby pro-israélien, mais il en existe d'autres très puissants, dont le lobby grec; d'autres représentent les intérêts irlandais, cubains, arméniens, etc. Le lobby arabo-américain reste faible pour des raisons que nous examinerons, et le lobby musulman-américain s'est trouvé quelque peu sur la défensive ces dernières années, pour des raisons évidentes.

Qu'est ce que les lobbies apportent? Cela dépend: dans certains cas, des contributions électorales, dans d'autres des bénévoles pour la campagne électorale; quelquefois, un soutien électoral (ou la promesse de ne pas travailler contrer un candidat à la réélection). Chaque lobby essaie d'adapter ses moyens et ses méthodes aux besoins des politiciens dont il recherchele soutien. Les bons lobbies donnent aux politiciens ce dont ils ont besoin et les politiciens renvoient l'ascenseur.

Les lobbies jouent aussi un rôle souvent mal apprécié: ils préparent des informations que les politiques peuvent utiliser. Les lobbies éprouvés présentent des arguments tout prêts qui appuient leurs points de vue et soulignent pour les politiques les avantages découlant de l'adoption de ces points de vue. Une des choses importantes pour un bon lobby est de savoir quoi demander et comment. Trop demander donne tout autant une impression d'impuissance que ne pas demander assez et ne pas tenir ses promesses affaiblit tout autant sa position.

Une autre manière de procéder est de se fonder sur des groupes à l'extérieur de Washington pour influer sur la manière de penser des "Washingtoniens". Ces organisations "d'expression populaire" peuvent cibler la presse, des acteurs de Hollywood ou d'autres groupes influents pour infléchir la politique de Washington. On a beaucoup vu cela avec l'opposition à la guerre du Vietnam dans les campus universitaires. Plus récemment, dans les années 1980 et 1990, des groupes conservateurs comme la "Majorité morale" et plus tard la "Christian Coalition" ont tenté d'influer sur la politique nationale en oeuvrant par le biais de la politique locale, par exemple lors des élections aux conseils pour les écoles et lors de l'élaboration des prises de position locales. Ces organisations essaient presque toujours de se définir comme basées en dehors de Washington même lorsque leur cible est ce qui se passe à Washington. Certaines même ont leur siège à Washington alors qu'elles essaient de se faire passer pour des organisations de base locales.

Enfin, il existe une dernière forme d'organisation, le genre de groupe de réflexion auquel j'appartiens, qui est apolitique et non affilié avec une cause ou un ensemble d'intérêts. Certains de ces groupes sont financés par des dotations, d'autres doivent mobiliser leur budget tous les ans. Le budget annuel de quelque 20 millions de dollars de mon organisation vient de diverses sources: 45 pour cent viennent de fondations, 35 pour cent de grandes sociétés, 10 pour cent du gouvernement américain, le solde étant constitué par des contributions individuelles et une petite dotation. Notre mission est d'informer les décideurs et notre personnel se compose de personnes ayant une expérience universitaire et gouvernementale. Dans la mesure où les universitaires se désintéressent des questions liées à l'administration de l'Etat - tendance qui a commencé après la guerre du Vietnam - les groupes de réflexion ont repris une bonne partie de l'analyse de la politique. La diversité de nos sources de financement nous permet de n'être redevables envers personne mais notre manque de dotation fait que nous sommes toujours en quête de financement pour nos activités. Parce que nous ne sommes affiliés à aucun parti, diverses organisations cherchent souvent à influer sur notre discours, comme ils essaient d'influencer les fonctionnaires du gouvernement; mais les médias, qui essaient de présenter un large éventail d'opinions sur les questions qui intéressent le gouvernement, nous demandent aussi notre avis.

Toutes les organisations non gouvernementales dont j'ai parlé essaient d'améliorer les activités du gouvernement, à tout le moins comme elles le voient. Mais je vais maintenant évoquer une activité plus complexe, dans laquelle les fonctionnaires du gouvernement cherchent à conclure des partenariats avec des personnes en dehors du gouvernement afin que le gouvernement fasse ce qu'ils veulent. Je commencerai par quelques prémisses. La première est que dans l'exécutif, il existe des différences internes sur beaucoup de questions. Certains éléments du gouvernement sont plus conservateurs, d'autres plus libéraux et tous pensent que les choses iraient mieux s'ils avaient plus de pouvoir. Des différences existent aussi à l'intérieur des divers ministères, les experts régionaux et postés s'opposent les uns aux autres et les titulaires nommés ne sont pas du même avis que les fonctionnaires de carrière.

La deuxième prémisse est que souvent les gens agissent comme si la première n'était pas vraie. Si les fonctionnaires s'attaquent violemment en privé ou prennent des mesures pour faire sombrer leurs ennemis, tout est fait pour donner l'impression d'unité et de dévouement au président.

La troisième prémisse est que chercher à obtenir l'approbation du président est une opération à haut risque. Cela s'explique en partie par le fait que si le président n'est pas d'accord avec vous, vous avez perdu la partie. Mais surtout par le fait que plus on s'élève dans le système et plus d'autres choses viennent s'amalgamer à l'idée originelle: lorsque le président donne son accord, votre idée ne ressemble plus à ce qu'elle était. Nombre de gens se gardent bien de présenter leurs idées au président dont ils citent néanmoins des paroles pour suggérer qu'il soutient leur point de vue mais sans jamais obtenir son soutien explicite. Lorsque quelqu'un cherche à obtenir le soutien du président, il le fait prudemment et méthodiquement.

Reprenons ces trois prémisses pour essayer de voir comment le gouvernement américain a décidé d'attaquer l'Irak en mars de l'an dernier. Depuis plus d'une décennie, certains pensaient que les Etats-Unis avaient eu tort de ne pas se débarrasser de Saddam Hussein en 1991. Ils voyaient les sanctions s'affaiblir et la coopération de Saddam avec la communauté internationale diminuer. A leur avis, le Golfe ne serait pas sûr tant que Saddam serait au pouvoir à Bagdad.

Un autre groupe, plus nombreux, était d'avis qu'une guerre contre Saddam serait malavisée, et ce pour différentes raisons. Certains pensaient que la politique des sanctions pouvait être reprise et d'aucuns ont même proposé des "sanctions intelligentes" ciblant mieux le régime irakien sans pénaliser les habitants. D'autres pensaient que les vrais problèmes des Etats-Unis étaient intérieurs et que le président devait se concentrer sur les questions internes. De l'avis de certains d'entre eux et d'autres, l'Irak ne constituait pas une menace pour les Etats-Unis et il y avait bien d'autres choses qui devaient absolument être faites sur la scène internationale.

Comme vous le savez, le 11 septembre a changé la manière dont les Américains regardent le monde. Ces événements ont transformé le président qui s'intéressait avant tout aux affaires intérieures et l'ont convaincu de regarder à l'extérieur. Ils ont abaissé le seuil de tolérance des Américains pour les interventions à l'étranger et ont fait apparaître une nouvelle politique d'action "préventive". Surtout, pour ce qui nous concerne, ils ont aidé ceux qui voulaient la guerre contre l'Irak à obtenir des appuis car ils ont réussi à faire apparaître des liens entre Saddam Hussein et Osama ben Laden. De cette manière, les partisans de la guerre ont réussi à lier la guerre contre le terrorisme, qui bénéficiait du soutien massif des Américains, et la guerre contre l'Irak, moins populaire.

Comment ont-ils fait cela? En partie en forgeant ce qui me semble être une alliance sans précédent entre alliés à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Cette alliance dépendant en partie de la réussite d'universitaires et d'analystes politiques du même bord qui cherchaient à établir le bien-fondé de la guerre contre l'Irak. Les groupes dont j'ai parlé plus haut - les organisations partisanes, les lobbies, les groupes de base, même certaines organisations non partisanes - ont été recrutés. Ceux qui étaient en faveur de la guerre ont reçu ce que tous ceux qui soutiennent le gouvernement reçoivent: l'accès à des personnes haut placées et des commentaires favorables des hauts fonctionnaires. Toute l'opération étant liée à la guerre contre le terrorisme, rares ont été ceux qui ont osé la mettre en question.

Un autre élément a joué: le consensus quasi universel au sein du gouvernement que l'arsenal de Saddam Hussein constituait une grave menace pour ses voisins. Si de nombreux gouvernements n'étaient pas d'accord avec la réaction des Etats-Unis devant un arsenal aussi impressionnant d'armes de destruction massive, peu doutaient de l'existence d'un tel arsenal.

Un troisième élément - crucial - est venu s'ajouter au puzzle: l'existence de responsables non gouvernementaux dont on supposait qu'ils exprimaient le point de vue du président alors que le président lui-même gardait le silence sur ces questions. Ils avaient accès à de hauts fonctionnaires sans avoir de responsabilité précise. Ils semblaient exprimer leurs propres opinions tout en restant dans la ligne du gouvernement.

Ceux à l'intérieur du gouvernement ont habilement influé sur les décisions internes en agissant en dehors des structures du gouvernement. Les groupes de réflexion ont organisé des séminaires et écrit des articles, les journalistes ont cité des experts favorables à la guerre. Lentement, à la fin de l'été et pendant l'automne 2002, l'opinion publique a commencé à évoluer en faveur de la guerre. Ce qui m'a surtout frappé, c'est que la question qui faisait débat était de savoir si l'armée américaine pourrait battre celle des Irakiens plutôt que celle de savoir si l'Irak et le Proche-Orient s'en porteraient mieux en cas d'invasion par les Etats-Unis et, dans l'affirmative, dans quelles conditions. La réponse à la première question était, à l'évidence, oui, la seconde n'a pas été beaucoup posée avant la guerre même si elle semble s'imposer aujourd'hui.

A l'évidence, le gouvernement a décidé d'entrer en guerre. A mon avis, il est loin d'être certain qu'il aurait pris cette décision sans ce qui a été une vraie campagne de lobbying ciblée sur le gouvernement et étroitement liée à des forces à l'intérieur du gouvernement. Ce qui me semble absolument unique dans ce cas c'est l'ampleur de la coordination entre un groupe de personnes appartenant à l'exécutif et des personnes du même bord en dehors du gouvernement, pendant une longue période de temps, pour un objectif caché.

Est-ce bien le président qui a pris la décision d'entrer en guerre? Certainement, et sa présidence sera sans doute jugée en partie sur la validité de cette décision. Mais il me semble que comprendre le processus qui a amené une telle décision est aussi important que de comprendre le résultat lui-même.

La dernière chose que je voudrais vous faire remarquer est à quel point ce processus repose sur l'esprit d'entreprise. Vous pouvez lire tous les livres que vous voulez sur la manière dont fonctionne le gouvernement américain, mais rien ne remplacera une personne imaginative avec une idée en tête et un groupe d'alliés capable de transformer cette idée en réalité. Pour qu'une idée ait du poids, elle doit cependant être acceptée par le public américain. Et l'on pourrait donner de nombreux exemples d'idées qui se sont rapidement évaporées après avoir été livrées à l'examen du public.

Notre système a des avantages et des inconvénients et il n'empêche certainement pas le gouvernement américain de commettre des erreurs. Mais il a deux grands avantages. D'abord, il encourage les responsables à essayer des politiques novatrices et inventives et à lutter contre la stagnation à l'intérieur du gouvernement. Ensuite, il aide le gouvernement à corriger les erreurs qu'il commet inévitablement. C'est un processus dynamique, ouvert à autant d'intrants que l'on peut imaginer. Le nombre des voix contribuant à la formulation de la politique n'est limité que par l'imagination et la créativité de ceux qui essaient de l'influencer.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI202 02/03/2004

Le projet de budget pour 2005 met l'accent sur la défense et la sécurité

(Le président Bush a soumis son projet de budget au Congrès.) (610)

Par Andrzej Zwaniecki

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dans son projet de budget pour l'année budgétaire qui commencera le 1er octobre 2004 (année budgétaire 2005), le président Bush propose un accroissement des crédits destinés à la défense, la sécurité intérieure et à l'aide à l'étranger tout en se rapprochant de la réalisation de son but qui consiste à réduire de moitié le déficit du budget fédéral dans 5 ans.

Rendu public le 2 février par la direction du budget de la Maison-Blanche, le projet de budget 2005 prévoit 2.399 milliards de dollars au titre des dépenses publiques et 2.036 milliards de dollars au titre des recettes, soit un déficit de 363 milliards de dollars qui est moindre que celui prévu pour 2004 (521 milliards).

La soumission du projet de budget au Congrès ouvre une période longue et souvent difficile d'élaboration de plusieurs lois de finances distinctes dont les montants sont fréquemment différents de ceux prévus par le président.

Le montant prévu pour les dépenses "discrétionnaires" (qui ne sont pas exigées par des lois antérieures) atteint 818 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,1 % par rapport à 2004 (786 milliards).

Il ne comprend pas les crédits destinés aux opérations militaires et à la sécurité en Afghanistan et en Irak. Les crédits votés à ce titre par le Congrès en 2003 ont atteint 87 milliards. Le directeur du budget, M. Joshua Bolten, a indiqué le 2 février que le gouvernement comptait soumettre plus tard une rallonge budgétaire à cet effet et qu'elle s'élèverait probablement à quelque 50 milliards de dollars.

Dans sa lettre jointe au projet de budget, le président Bush souligne que ce projet traduit le maintien de l'importance de la défense et de la sécurité. "Nous continuerons de faire tout ce qu'il faudra pour défendre notre pays" à une période où les Etats-Unis "sont encore en guerre", souligne-t-il.

En ce qui concerne la défense, le montant des crédits prévus à cet effet atteint 402 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 %. Quant à la sécurité intérieure, l'augmentation des crédits affectés à ce poste est de 10 %. Ce poste comprend entre autres le budget du FBI (+ 11 %) et les crédits affectés à la sécurité sanitaire des aliments et à la sécurité dans le secteur agricole (+ 180 %).

Par ailleurs, le projet de budget prévoit une augmentation de 17 % de l'aide à l'étranger (31,6 milliards de dollars), qui comprend entre autres 1,2 milliard de dollars au titre de la reconstruction de l'Afghanistan et plus de 5,7 milliards de dollars au titre de l'aide militaire et économique à des Etats en développement qui participent de près à la lutte contre le terrorisme tels la Turquie, la Jordanie et le Pakistan.

Quant au déficit budgétaire, il est indiqué dans le projet de budget que le gouvernement "demeure résolu" à le réduire considérablement dans les années à venir. M. Bush demande aux parlementaires de ne pas accroître les dépenses discrétionnaires de plus de 0,5 % par rapport à 2004, notamment en réduisant certains crédits et en supprimant une multitude de programmes fédéraux.

Le déficit budgétaire de 521 milliards de dollars prévus par la Maison-Blanche pour 2004 est supérieur à celui prévu par l'Office du budget du Congrès (477 milliards). Si le déficit prévu par la Maison-Blanche est le plus élevé en dollars de toute l'histoire des Etats-Unis, il est cependant moindre en pourcentage du produit intérieur brut (4,5 %) que celui de 1983 (6 %).

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI301 02/04/2004

Projet de budget record pour le Corps de la paix

(Communiqué de presse du 2 février) (710)

Le président Bush a proposé au Congrès une enveloppe de 400 millions de dollars au titre des opérations du Corps de la paix pour l'année budgétaire 2005, montant record pour cet organisme de coopération à l'étranger dont le budget se monte cette année à 323 millions de dollars.

Plus de 7.500 volontaires sont aujourd'hui à l'oeuvre dans 71 pays, et 20 autres pays souhaitent bénéficier de programmes du Corps de la paix, lit-on dans un communiqué de presse en date du 2 février. Pendant leurs deux ans de service, les volontaires travaillent à divers projets visant l'agriculture, la santé, la lutte contre le sida, les techniques de l'information, le développement des petites entreprises, l'environnement et l'enseignement.

Plus qu'un simple organisme de développement, le Corps de la paix a pour ambition "de renforcer les liens d'amitié et de compréhension entre les Américains et les peuples d'autres cultures", souligne le communiqué de presse dont on trouvera le texte ci-après.

Le président propose 401 millions de dollars pour les opérations du Corps de la paix en 2005

Washington, le 2 février 2004 - Le président Bush a aujourd'hui dévoilé son projet de budget pour 2005, dans lequel il sollicite du Congrès 401 millions de dollars au titre du Corps de la paix, soit le montant le plus important jamais proposé pour cet organisme. Cette année, le budget du Corps de la paix se monte à 323 millions de dollars, comprenant une affectation directe de 308 millions de dollars et le transfert de 15 millions de dollars pour des projets de lutte contre le sida inscrits dans le cadre de l'Initiative mondiale sur le VIH/sida.

Aujourd'hui, 7.533 Américains servent comme volontaires du Corps de la paix à l'étranger, chiffre le plus élevé depuis 1974. Ils sont affectés dans 71 pays à divers projets visant l'agriculture, la santé, la lutte contre le sida, les techniques de l'information, le développement des entreprises, l'environnement et l'enseignement. De plus, la demande de volontaires du Corps de la paix ne cesse d'augmenter, puisque plus de 20 pays ont déclaré souhaiter profiter des programmes et de l'assistance de cette agence. Cette année passée, le Corps de la paix a inauguré des programmes à Fidji, en Albanie, au Tchad et en Azerbaïdjan. Il compte également, cette année, renvoyer des volontaires en Chine et en Jordanie. Il travaille aussi à une nouvelle association avec le Mexique, où il enverra des spécialistes dans les domaines de l'informatique, de la promotion de la petite entreprise et des sciences et techniques.

Le Corps de la paix fournit une assistance pratique aux pays bénéficiaires par l'envoi de la ressource la plus précieuse des Etats-Unis, leurs citoyens. Grâce au travail et aux contributions de ses volontaires depuis 42 ans, le Corps de la paix est devenu un modèle à suivre en matière de promotion du développement durable à l'échelle locale. Mais le Corps de la paix est bien plus qu'un simple organisme de développement. Il a pour ambition plus vaste de renforcer les liens d'amitié et de compréhension entre les Américains et les peuples d'autres cultures.

Les hommes et les femmes qui s'engagent dans le Corps de la paix illustrent la riche diversité de notre pays et reflètent les caractéristiques les meilleures du peuple américain: détermination au travail, générosité d'esprit, dévouement au service et une attitude à la fois optimiste et pratique lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes. Ils parlent la langue de la localité, dont ils adoptent la culture et les coutumes. Ce faisant, ils partagent et représentent la culture et les valeurs du peuple américain et gagnent le respect et l'estime de populations qui pourraient ne jamais plus revoir un Américain.

La sécurité des volontaires continuera de revêtir la priorité absolue pour le Corps de la paix alors qu'il élargit son oeuvre admirable de service, reconnue dans le monde entier. Le Corps de la paix consacre des ressources importantes à assurer toute la sécurité possible des volontaires en leur apportant la formation, le soutien et les renseignements appropriés.

Depuis 1961, plus de 170.000 volontaires ont servi dans le Corps de la paix. Citoyens américains d'au moins 18 ans, les volontaires s'engagent pour un service de deux ans.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI101 02/02/2004

Projet de budget 2005 pour la lutte contre le sida

(Les propositions du président Bush) (670)

On trouvera ci-après le texte d'une fiche analytique du département d'Etat présentant le projet de budget du président Bush pour son plan d'aide d'urgence en matière de sida pendant l'année budgétaire 2005

(Début de la fiche analytique)

Le projet de budget du président Bush pour son plan d'aide d'urgence en matière de sida pendant l'année budgétaire 2005

Ce projet de budget illustre le maintien d'un fort engagement en faveur de la lutte contre le sida

Principaux points

- Le président a prévu 2,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire 2005 au titre de la lutte mondiale contre le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme, soit un montant supérieur à celui que tout autre gouvernement précédent a consacré à la lutte contre ces maladies.
- 1,45 milliard de dollars serviront à exécuter le programme de grande portée visant à intégrer la prévention, le traitement et les soins pour endiguer la pandémie de sida dans 15 pays qui comptent quelque 50 % des séropositifs du monde entier.
- 1,17 milliard de dollars iront à des programmes bilatéraux actuels appuyant des activités de recherche médicale et de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.
- Le projet de budget illustre l'engagement du président à fournir 200 millions de dollars par an jusqu'à la fin de l'année 2008 au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.
- Conformément à sa promesse d'augmenter les crédits budgétaires au cours d'une période de 5 ans, le président a prévu une augmentation de 16 % par rapport à l'année budgétaire 2004 et de 78 % par rapport à l'année budgétaire 2003.
- Le projet de budget 2005 représente une augmentation de 236 % des crédits consacrés à l'aide à l'étranger en matière de VIH et de sida depuis l'entrée en fonctions du président en 2001.

Les Etats-Unis premier donateur mondial à la lutte contre le sida

- Le plan du président est le plan le plus important qui ait jamais été conçu dans le domaine de la santé internationale en vue de lutter contre une seule maladie.
- Les Etats-Unis continuent de faire preuve d'un engagement sans précédent dans le monde en ce qui concerne le financement de la lutte mondiale contre le sida. En 2002 et 2003, la contribution des Etats-Unis au niveau international a été plus importante que celle de tous les autres Etats donateurs réunis.
- Si l'on suppose que la contribution des autres donateurs restera au même niveau, la contribution des Etats-Unis en 2004 sera environ deux fois supérieure à celle de tous les autres Etats donateurs réunis.
- Le président a fait de lutte contre la pandémie de sida un des domaines prioritaires de la politique étrangère des Etats-Unis. Son plan a une durée de 5 ans, un budget de 15 milliards de dollars et des volets multiples visant à lutter contre cette maladie en offrant un traitement à 2 millions de personnes et des soins à 10 millions d'autres et en prévenant 7 millions de nouveaux cas dans 15 pays, ainsi qu'en continuant de financer des programmes bilatéraux et des programmes multilatéraux tels que le Fonds mondial.

Le maintien de l'aide des Etats-Unis au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

- Désireux d'apporter leur soutien au Fonds mondial dont les travaux sont prometteurs, les Etats-Unis lui ont versé 623 millions de dollars jusqu'ici et ils se sont engagés à lui fournir 1,97 milliard de dollars pendant la période allant de la date de sa création à la fin de l'année 2008 (leur contribution annuelle ne devant pas être supérieure à un tiers de l'ensemble des contributions reçues par le Fonds mondial chaque année à compter de 2004).
- Les Etats-Unis continuent d'être le pays qui contribue le plus au Fonds mondial. En date du 30 janvier 2004, leurs contributions représentaient 37,4 % de l'ensemble des contributions annoncées et 31,1 % des contributions versées.

(Fin de la fiche analytique)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI501 02/06/2004

La Coalition mondiale sur les femmes et le sida

(Les femmes et les filles seraient plus vulnérables face au VIH.) (420)

Des études ayant montré que les femmes sont plus vulnérables que les hommes à l'infection par le VIH, qu'elles peuvent moins facilement prendre des mesures de protection et qu'elles ont plus de difficultés à se faire soigner lorsqu'elles sont séropositives, le Programme conjoint de l'ONU sur le VIH/sida (ONUSIDA) a, le 2 février, lancé une nouvelle initiative, la Coalition mondiale sur les femmes et le sida, afin de cibler sur la population féminine les programmes de prévention de ce fléau.

Selon les études, les femmes constitueraient près de 60 % des séropositifs par le VIH en Afrique subsaharienne, région du monde où la prévalence de la maladie est la plus élevée. Il a été aussi démontré que le taux de séropositivité chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans était deux fois et demie celui des jeunes hommes du même âge.

"A cause de leur faible influence économique et sociale, de nombreuses femmes et filles sont incapables de négocier des relations basées sur l'abstinence, la fidélité et le recours aux préservatifs", souligne le communiqué de presse publié par ONUSIDA le 2 février, ajoutant que les femmes et les filles peuvent parfois être forcées de subir des rapports sexuels non protégés.

"Lorsque les femmes sont infectées par le VIH, elles s'exposent bien souvent à des violences physiques ou psychiques", explique Mme Ludfine Anyang, séropositive et coordonnatrice de l'action nationale contre le VIH/sida au Kenya. "Elles peuvent aussi être abandonnées par leur famille et mises au ban de leur société", ajoute-t-elle.

"Les femmes sont aussi biologiquement plus vulnérables à l'infection par le VIH/sida. On estime que la transmission du VIH d'un homme à une femme est deux fois plus probable que d'une femme à un homme", précise le communiqué.

Ayant pour membres des personnalités en vue telles que l'actrice britannique Emma Thompson et l'ancienne présidente d'Irlande, Mary Robinson, la Coalition mondiale sur les femmes et le sida va oeuvrer en vue d'améliorer les conditions sociales des femmes et de promouvoir un accès égal aux soins et aux traitements contre le VIH/sida. La coalition s'est aussi engagée à accélérer la recherche médicale dans le domaine des microbicides. Incorporée dans une pommade ou un lubrifiant, une substance microbicide tuerait le VIH. Les femmes pourraient alors mieux contrôler les risques d'infection.

L'adresse du site d'Internet pour la Coalition mondiale sur les femmes et le sida (en anglais) est la suivante: http://unaids.org/Unaids/EN/Events/Coalition_Women_and_AIDS.asp

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI404 02/05/2004

OMS: la mortalité infantile en Afrique est liée à l'insalubrité du milieu

(Une enquête sera lancée dans six pays.) (670)

Washington - Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la mortalité infantile en Afrique est liée dans près de 70% des cas à des maladies provoquées par l'insalubrité du milieu, notamment les infections respiratoires, la diarrhée, la rougeole, le paludisme, le VIH/sida et la malnutrition.

En Afrique, les enfants doivent faire face à de graves risques liés à l'environnement, indique l'OMS dans un communiqué de presse diffusé à Brazzaville (République du Congo) le 3 février: les principaux facteurs de risque sont le manque d'eau potable, de mauvaises conditions sanitaires et d'hygiène, les vecteurs de maladies, la pollution atmosphérique, la présence de produits chimiques dangereux et les blessures accidentelles.

Dans son communiqué, l'OMS annonce la tenue, du 4 au 6 février au Cap (Afrique du Sud), sous les auspices de son bureau régional de l'Afrique, d'une consultation technique organisée par le Conseil sud-africain de la recherche médicale sur les "profiles nationaux" qui ont été établis dans six pays africains au sujet des aléas environnementaux liés à la santé de l'enfant.

Les six pays visés sont le Bénin, l'Ethiopie, la République du Congo, le Mozambique, les Seychelles et le Zimbabwe. Les renseignements obtenus dans le cadre de ces enquêtes (appuyées par le Fonds d'expertise suédois) devraient permettre de concevoir des programmes d'exécution de l'initiative de l'OMS en faveur d'un environnement sain pour les enfants.

En Afrique, environ un enfant sur cinq meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans, et beaucoup de ceux qui survivent souffrent de problèmes de santé qui les empêchent de se développer normalement.

La consultation de trois jours au Cap sera l'occasion de passer en revue les méthodes d'évaluation des risques pour la santé de l'enfant liés à l'environnement en Afrique, d'analyser les résultats des profiles nationaux et de faire des recommandations précises quant aux mesures de suivi qui s'imposent.

Les profiles nationaux présenteront un tableau d'ensemble des conditions sanitaires des enfants et énumèreront les principaux dangers et effets délétères auxquels les groupes les plus vulnérables doivent faire face. Ils indiqueront également les mesures que différents secteurs de la société ont prises ou se préparent à prendre et aideront les pays à identifier les problèmes et à proposer des solutions.

Egalement, l'OMS annoncera au Cap la publication d'un nouvel ouvrage sur l'amélioration des conditions d'hygiène, élément important de sa stratégie mondiale d'amélioration de la santé des enfants. Pour la première fois, en effet, les autorités sanitaires nationales auront à leur disposition des indicateurs qui leur permettront d'évaluer les risques et de prendre des mesures rapides destinées à prévenir des dommages irréparables. Ces indicateurs les aideront, par exemple, à étudier l'exposition des enfants à la pollution atmosphérique en calculant le pourcentage des enfants vivant dans des domiciles où la cuisson des aliments se fait à l'aide de combustibles de la biomasse et en mesurant l'exposition annuelle des enfants à la pollution de l'air extérieur.

On déterminera en outre le pourcentage des enfants appartenant à des ménages dépourvus de services de base tels que l'eau courante et l'évacuation des déchets en tant qu'indicateur des dangers que posent l'absence d'eau potable et une mauvaise hygiène. La même méthode sera appliquée à tous les risques majeurs que fait peser l'insalubrité du milieu sur la santé de l'enfant.

"Souvent, pour déterminer avec précision les effets d'un mauvais environnement sur la santé d'un enfant ou de toute personne, il faut une combinaison de mesures. Tant les profiles nationaux sur la santé environnementale de l'enfant que les indicateurs fourniront aux autorités sanitaires du monde entier une méthode universelle permettant de mesurer et de combattre les dangers environnementaux à la santé", a déclaré Mme Margaret Chan, directrice du département pour la protection de l'environnement humain situé au siège de l'OMS à Genève (Suisse).

D'ores et déjà, on analyse ces indicateurs dans les Amériques, en Europe et en Méditerranée orientale. L'étude des indicateurs pour l'Afrique sera lancée lors de la réunion du Cap.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI302 02/04/2004

Les militaires américains appuient des projets liés à la santé en Afrique

(Dons d'ambulances, de lits, de matériel, construction de dispensaires et formation spécialisée) (930)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - S'il est bien connu que les militaires américains collaborent avec les pays d'Afrique afin de lutter contre le terrorisme international, bien peu de gens sont conscients du large appui que ces militaires apportent aux projets de santé mis en oeuvre sur le continent, des projets qui vont de la construction de dispensaires à la fourniture d'ambulances et même de lits d'hôpital, a déclaré au "Washington File" Mme Lorraine Dash, responsable pour l'Afrique australe au sein du bureau du ministère de la défense des Etats-Unis chargé des questions de sécurité internationale.

Selon Mme Dash, retraitée des services médicaux de la marine nationale ayant le grade de lieutenant, les programmes reposant sur un thème humanitaire ou médical mis en oeuvre par le ministère de la défense sont le fondement des liens que les Etats-Unis entretiennent avec les pays africains et se trouvent au coeur des objectifs recherchés car ils aident à renforcer la capacité de ces pays à surmonter par leurs propres moyens les défis auxquels ils se heurtent au plan de la santé.

Dans le cadre de son programme d'aide humanitaire et civique (Humanitarian and Civic Assistance, HCA), a-t-elle expliqué, le ministère de la défense a, rien que pour l'année 2000, financé à hauteur de plus d'un million de dollars une assistance médicale à dix pays d'Afrique. Ces projets ont porté, entre autres, sur la rénovation d'une clinique pour femmes à Mombasa (Kenya) et le financement d'une campagne de prévention et de traitement du choléra à Madagascar.

Des millions de dollars supplémentaires ont par ailleurs été consacrés à la fourniture d'équipements de surplus américains à des installations sanitaires africaines, notamment des véhicules et du matériel hospitalier, dans le cadre du programme intitulé "Excess Defense Articles" (EDA). Ces projets se poursuivent à l'heure actuelle.

Les partenariats créés en matière de sécurité, telle l'Initiative Pan-Sahel (PSI) qui est financée à hauteur de 100 millions de dollars et implique une collaboration avec le Sénégal, la Mauritanie

et le Mali, visent à renforcer les compétences militaires et lutter contre le terrorisme international. Ils jouissent d'une plus grande visibilité mais, a précisé Mme Dasch, la santé figure aussi parmi les priorités du ministère de la défense car un bon état de santé générale garantit la stabilité nécessaire pour lutter contre le terrorisme et appuyer la démocratisation et le développement économique en Afrique subsaharienne. Le ministère de la santé a entrepris des projets de santé dans une soixantaine de paix, dont trente en Afrique.

"Nos attachés militaires ont des listes de matériel couvert par le programme EDA. Tout ce que les pays africains qui peuvent participer à ce programme ont à faire, c'est indiquer le matériel qui les intéresse. Au Swaziland, pays avec lequel je suis familière, l'hôpital "Good Shepherd for the Poor" a manifesté son intérêt pour certains articles de surplus et il a obtenu un grand nombre de lits d'hôpital (y compris des matelas), de lampes spéciales, de potences pour solutions intraveineuses, en somme tout le matériel de base nécessaire pour équiper l'addition d'une aile de 75 lits à leur département de pédiatrie", a-t-elle expliqué, ajoutant qu'en République démocratique du Congo, "des lits et du matériel de fabrication de prothèses étaient nécessaires dans le cadre d'un projet de réinsertion de personnes ayant eu la poliomyélite, et le ministère de la défense a participé au financement de cette initiative".

Elle a fait remarquer que dans le cadre du programme HCA, des équipes de spécialistes basés en Allemagne aident aussi à la rénovation ou à la construction de dispensaires et à la formation de personnel en Afrique subsaharienne. "Nous venons, par exemple, de finir de construire une clinique à Djibouti. Au Kenya, sur l'île Lamu, des militaires américains forment du personnel médical, assurent des permanences pour répondre aux besoins médicaux de la population en majorité musulmane et ont même construit une école", a-t-elle précisé.

Elle a indiqué qu'à Accra (Ghana), les médecins attachés à l'hôpital militaire avaient reçu en 2002 une formation poussée sur l'utilisation des équipements de survie et sur la gestion des catastrophes de la part de personnels militaires américains.

En Afrique australe, dans le cadre du programme EDA, "la Tanzanie a obtenu quelques ambulances, dont l'une a été remise à un hôpital privé qui cherchait à mettre sur pied une faculté de médecine. D'autres hôpitaux ont reçu des appareils d'échographie et du matériel de cardiologie."

Depuis de nombreuses années, le ministère américain de la défense finance des programmes de recherche médicale en Afrique, telle l'étude sur la lutte contre le paludisme entreprise à Kisumu (Kenya) par le Centre médical Walter Reed en vue de trouver les moyens de protéger les populations et éventuellement mettre au point un vaccin contre ce fléau qui tue toujours plus d'Africains chaque année que n'importe quelle autre maladie.

Il gère, par ailleurs, des programmes de prévention et de traitement du VIH/sida en partenariat avec certaines armées de pays africains. Ces programmes ont enregistré un certain succès lorsqu'il s'est agi de lutter contre cette affection parmi les soldats en Angola et en Ouganda.

L'un des objectifs des programmes de recherche mis en oeuvre par le ministère américain de la défense est de sensibiliser les populations en ce qui concerne les maladies infectieuses et les dangers écologiques. A l'ordre du jour figure aussi la mise au point d'un mécanisme mondial de surveillance et de suivi des maladies dont les avantages serviraient l'humanité entière.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI201 02/03/2004

M. Alan Larson nommé administrateur général du Compte du millénaire

(La première réunion du conseil d'administration) (450)

Par Kathryn McConnell

Rédactrice du "Washington File"

M. Alan Larson, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles, dirigera la nouvelle administration fédérale chargée de gérer le Compte du millénaire, ce nouveau fonds d'aide extérieure conçu par le gouvernement Bush pour appuyer des stratégies de développement novatrices.

Cette décision a été annoncée le 2 février au département d'Etat lors de la première réunion publique du conseil d'administration de la "Millennium Challenge Corporation". Présidé par le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, ce conseil comprend également le ministre des finances, M. John Snow, le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, et l'administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, M. Andrew Natsios.

Créé en mars 2002, le Compte du millénaire, fonds de développement "d'une portée sans précédent" selon M. Powell, fournira des aides aux pays en développement qui auront adopté une politique judicieuse sur les plans politique, économique et social. Le collectif budgétaire adopté en janvier lui accorde 1 milliard de dollars pour l'année budgétaire 2004, qui se terminera le 30 septembre.

Lors de cette réunion, M. Powell a également annoncé le lancement du site d'Internet du Compte: www.mca.org. On y trouvera des renseignements sur les pays désignés comme admissibles à bénéficier des aides du fonds ainsi que sur les critères et indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les progrès d'un pays sur la voie de la réduction de la pauvreté.

La prochaine réunion du conseil d'administration aura vraisemblablement lieu pendant la première quinzaine de mai, lorsqu'auront été sélectionnés les premiers pays aptes à bénéficier du programme.

Selon M. Powell, tant les pays donateurs que les pays du tiers monde reconnaissent aujourd'hui que le succès d'un plan de développement dépend d'une conjugaison de facteurs: la croissance économique, une politique économique saine, des partenariats, des résultats mesurables et des actions individuelles. Il a déclaré espérer que les pays qui n'auraient pas satisfait aux critères d'admission se sentiraient incités à réformer lorsqu'ils verraient l'aide affluer aux pays admis au programme.

M. Natsios ayant fait observer que, jusqu'à présent, les incitations à la réforme ont été inefficaces, M. Zoellick a dit qu'en effet, il ne fallait pas présenter le soutien au développement comme un choix entre "l'aide et le commerce", mais comme un ensemble d'actions conjuguant ces deux éléments. Ainsi, les crédits consentis au titre du Compte du millénaire devraient permettre aux pays bénéficiaires de développer leur capacité commerciale.

Et M. Snow de souligner que "la croissance ne s'opère pas en vase clos, elle résulte de choix déterminés". C'est pourquoi le conseil d'administration du Compte mettra l'accent sur des résultats mesurables et sur la transparence.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI401 02/05/2004

Les Etats-Unis sont attachés à la prévention des génocides

(Les sanctions et l'information sont des outils indispensables.) (1640)

Lorsqu'il a pris la parole, le 26 janvier, au Forum international de Stockholm sur la prévention des génocides, l'ambassadeur extraordinaire des Etats-Unis chargé des questions liées aux crimes de guerre, M. Pierre-Richard Prosper, a déclaré que les Etats-Unis travailleraient avec la communauté internationale afin de garantir que tous les pays se protègent contre le génocide et contre ceux qui "pourraient annihiler la liberté et exterminer des innocents".

Soulignant l'importance de prendre des mesures visant à empêcher le génocide avant que les violences ne commencent, M. Prosper a recommandé à la communauté internationale "d'utiliser au maximum les outils diplomatiques et humanitaires afin d'empêcher à tout jamais que des génocides se produisent, plutôt qu'essayer simplement de les arrêter en cours de route".

Il a par ailleurs suggéré que les pays punissent ceux qui pourraient prendre part à un génocide en appliquant des sanctions appropriées et judicieuses et en refusant par exemple d'accorder des visas à leurs ressortissants ou en saisissant leurs avoirs.

L'éducation, a-t-il souligné, est l'outil le plus important pour prévenir le génocide. "Tous ceux qui chérissent la liberté, qui tiennent à la dignité de l'homme, qui reconnaissent l'horreur de l'Holocauste, comprennent le rôle important de l'éducation lorsqu'il s'agit d'éclairer les générations à venir", a-t-il dit.

On trouvera ci-après la transcription du discours de M. Pierre-Richard Prosper.

La prévention des génocides repose sur le recours aux outils diplomatiques et humanitaires

Pierre-Richard Prosper, ambassadeur extraordinaire chargé des questions liées aux crimes de guerre

Stockholm (Suède)

26 janvier 2004

Votre Majesté, Votre Altesse Royale, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Secrétaire général, Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir pour moi de me trouver dans une ville définie par le rôle historique qu'elle joue lorsqu'il s'agit de développer et d'expliquer la paix internationale et la justice. Nous remercions le premier ministre Goran Persson et le gouvernement de Suède pour avoir accueilli cet important forum. Les Etats-Unis ont bon espoir qu'il nous sera possible d'affiner nos stratégies de façon à réaliser un objectif commun: créer un climat dans lequel les innocents seront protégés et ceux qui méprisent la vie seront confrontés à une justice résolue.

Ce matin, nous avons assisté à un émouvant récital qui a mis l'accent sur les événements tragiques de notre histoire. Pour moi, il a ravivé des souvenirs. Chers délégués, en ma qualité de procureur de l'ONU, c'est moi qui ai dû donner corps à la définition de Richard Lempkin du mot génocide et obtenir la première condamnation jamais obtenue en vertu de la Convention de 1948. En conséquence, je partage le sentiment de Richard Lempkin que le génocide, où qu'il se produise, nous touche tous. Nous avons le devoir de remédier à cette plaie. Les Etats-Unis sont d'avis que notre responsabilité à tous doit être de créer dans le monde les conditions qui feront que des catastrophes comme l'Holocauste, les champs de massacres au Cambodge, le génocide au Rwanda et les quelque 25 années d'assauts massifs contre l'humanité en Irak ne seront plus imaginables. Il est essentiel d'avoir une stratégie coordonnée afin de surveiller les signes de violence imminente et d'y réagir en ayant recours à la diplomatie, à l'aide humanitaire, à la justice, à la force au besoin et à l'éducation.

Les Etats-Unis prennent l'engagement de travailler avec la communauté internationale afin de garantir que chaque Etat assume les obligations qu'il a de se protéger contre ceux qui pourraient annihiler la liberté et exterminer des innocents.

Par le passé, lorsqu'on pensait à la façon de prévenir le génocide et les atrocités sur une grande ampleur, on était souvent confronté à un choix brutal: une intervention de force sous-tendant l'engagement de soldats ou attendre et ne rien faire dans l'espoir que la situation cesserait. Ceci est inacceptable. Si nous sommes confrontés à ce dilemme, c'est qu'il est déjà trop tard. En effet, si nous prenons véritablement au sérieux la prévention des génocides, nous devons prendre des mesures avant que la violence ne commence. Nous savons que les génocides et les atrocités sur une grande ampleur ne surviennent pas spontanément. Ils sont le résultat d'une préparation minutieuse. Ils sont le résultat d'une rupture de la fibre sociale et font partie d'une machination politique. Ils sont aussi purement et simplement le résultat d'une haine ethnique, raciale, nationale et religieuse. Des signes reconnaissables conduisent au génocide, et si on s'en préoccupe rapidement, l'issue n'est pas irréversible. Les Etats-Unis sont d'accord pour dire que nous avons besoin d'un système d'alerte précoce approprié.

Un nombre croissant d'universitaires et de hauts responsables de gouvernement, dont beaucoup sont dans l'auditoire aujourd'hui, ont étudié ces phénomènes et ont conclu que plusieurs facteurs préparent le terrain pour que des atrocités soient commises. Les Etats-Unis participent à cet effort et ils ont des spécialistes qui étudient les tendances afin de prévenir ceux qui prennent les décisions, notamment au plan politique, dans l'espoir que de véritables mesures de prévention seront mises en oeuvre. Ces personnes suivent de très près la situation de pays qui sont en proie à des troubles politiques, économiques ou sociaux. Ils observent les pays qui font peu de cas des droits de l'homme, les pays qui ignorent la primauté du droit et ceux où la liberté de la presse n'existe pas. Ils surveillent les pays qui se désengagent de la communauté internationale et ignorent le bien-être d'importants secteurs de leur société Nous devons trouver un moyen approprié de rassembler nos efforts.

Lorsqu'ils constatent de telles situations, les Etats-Unis estiment qu'il est de leur devoir d'intervenir rapidement en engageant une action diplomatique et humanitaire. Nous devons utiliser au maximum les outils diplomatiques et humanitaires afin d'empêcher à tout jamais que des génocides se produisent, plutôt qu'essayer simplement de l'arrêter en cours de route. Chaque Etat doit reconnaître la responsabilité qu'il a de contrôler proprement son territoire et doit admettre les conséquences de l'inaction. Les régions doivent reconnaître qu'elles ont le devoir d'appuyer la primauté du droit et de s'engager auprès de leurs voisins, au plan bilatéral et par le biais d'accords et d'institutions régionaux. Cela sous-tend l'envoi de messages vigoureux de réprimande et de transformer une désapprobation à caractère bilatéral en une condamnation multilatérale. Les conséquences doivent être énoncées clairement. Nous ne devons pas hésiter à faire preuve de fermeté. Nous ne devons pas hésiter à suspendre l'aide. Nous ne devons pas hésiter à appliquer des sanctions appropriées et judicieuses contre les personnes qui plantent la graine du génocide en refusant par exemple de leur accorder des visas ou en saisissant leurs avoirs. Nous devrions, en outre, maintenir des normes d'adhésion aux institutions régionales et multinationales et faire valoir clairement que l'adhésion est un privilège, non pas un droit. Et, bien sûr, ceux qui commettent de tels crimes doivent savoir qu'ils s'exposent à la justice.

Depuis le procès de Nuremberg, nous avons tous oeuvré en vue de la création d'un cadre de principes visant à garantir la primauté du droit et à faire répondre les coupables de leurs actions. Les Etats-Unis estiment que nous devons renforcer ces principes en encourageant les Etats à appliquer une justice crédible et à accepter leur passé. Nous devons tous aider les pays à cette fin en fournissant les ressources techniques, financières et humaines nécessaires. Nous ne devons pas tolérer l'abdication de la responsabilité qu'il y a de rechercher la justice dans son pays. Nous ne devons pas tolérer le manque de volonté politique. L'expérience nous a enseigné qu'une paix durable et la démocratie ne sont possibles que s'il y a une justice, une justice responsable, qui touche la société, qui en est acceptée et, dans l'idéal, à laquelle participe la collectivité locale. Malheureusement, nous devons admettre que, malgré nos efforts, des éruptions d'atrocités se produiront. Nous savons aujourd'hui que ces situations pourraient exiger le recours à la force. On doit le faire si c'est nécessaire, mais il faut toujours bien y réfléchir. Cela exige l'élaboration de plans d'urgence par les gouvernements et une collaboration entre les pays. Aucun pays ne devrait à avoir à supporter seul le fardeau d'une action et aucun pays n'est exempt de cette responsabilité.

Les nations doivent déterminer comment assumer leurs responsabilités respectives en examinant ce qu'elles ont à offrir dans le domaine du personnel militaire, d'un appui logistique, d'une aide politique ou financière. C'est aux pays de la région touchée qu'en revient la principale responsabilité, et si besoin est, au reste de la communauté internationale.

Nous pouvons parler de mesures de prévention, mais rien ne remplace l'éducation. Tous ceux qui chérissent la liberté, qui tiennent à la dignité de l'homme, qui reconnaissent l'horreur de l'Holocauste comprennent le rôle important de l'éducation lorsqu'il s'agit d'éclairer les générations à venir. Ce Forum et ceux qui l'ont précédé ont contribué à mieux faire prendre conscience et ont conduit à des initiatives utiles telles que le Groupe de travail pour une collaboration internationale afin de promouvoir l'éducation, le souvenir et la recherche au sujet de l'Holocauste. Ce sont des initiatives telles que celle-ci qui nous font comprendre que nous devons, ainsi que l'avait souligné Elie Wiesel, transformer l'information en savoir, le savoir en compréhension, la compréhension en sensibilité, une sensibilité qui conduit à la réalisation que chaque vie humaine a une valeur et que chaque groupe ethnique, racial, national et religieux apporte sa contribution au monde. Nous bénéficions de notre diversité. L'humanité est enrichie par nos différences. Les Etats-Unis se tiennent prêts à travailler avec vous pour rompre ce cycle de violence. Ma délégation se réjouit à l'avance de travailler avec vous durant ce Forum afin de trouver des solutions et de mettre en place les fondations qui nous permettront véritablement de dire: "Jamais plus".

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI402 02/05/2004

Promulgation prochaine de la loi sur la protection du bassin du Congo

(Les propos du député Edward Royce) (480)

Washington - Un texte de loi visant à protéger les forêts surexploitées du bassin du Congo en Afrique a passé sa dernière épreuve législative et sera bientôt promulgué par le président Bush, a déclaré, le 3 février, son principal auteur, M. Edward Royce, député républicain de Californie.

Président de la sous-commission des affaires africaines de la Chambre, M. Royce a été le fer de lance de la proposition de loi sur le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (CBFP) qui a été adoptée par la Chambre à l'unanimité en octobre dernier. Déposée ensuite au Sénat où elle a été adoptée sous une forme modifiée, elle a été enfin renvoyée une dernière fois à la Chambre qui l'a de nouveau adoptée le 3 février à une très grande majorité des députés des deux partis. Il ne reste plus maintenant qu'au président Bush de la promulguer.

"Les forêts du bassin du Congo font l'objet d'une exploitation toujours accrue, a déclaré M. Royce dans un communiqué de presse. Il y a dix ans encore, elles étaient pratiquement vierges. Aujourd'hui, elles diminuent sous l'effet des opérations de déboisement." On estime que chaque année, les activités humaines détruisent plus de 4.000 kilomètres carrés de forêt, a indiqué le député, l'un des fondateurs du Groupe pour la conservation écologique à l'étranger au sein de la Chambre, qui appuie le CBFP et d'autres programmes écologiques internationaux.

Etabli en 2002 par le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, le CBFP vise à établir dans onze régions clés recouvrant six pays un réseau de parcs naturels et de zones protégées, ainsi que des concessions forestières bien gérées.

"On peut déplorer que la construction de routes d'exploitation forestière porte atteinte à la faune par la voie d'une chasse plus intense. Aux niveaux actuels, si rien n'est fait, la plupart des espèces de grands singes, de grandes antilopes et d'éléphants auront disparu du bassin du Congo. Certaines espèces s'éteindront", a déclaré M. Royce.

Le CBFP mène un combat actif contre l'exploitation illicite des forêts, le braconnage et d'autres activités destructrices tout en donnant aux populations locales un enjeu économique dans la conservation des forêts, grâce notamment à l'essor de l'écotourisme dont l'avenir est très prometteur.

"La protection de l'environnement n'est pas un travail aisé. Les Etats-Unis représentent un modèle pour ce qui est de l'établissement d'un formidable réseau de parcs naturels; mais c'est l'oeuvre de visionnaires qui ont pris un énorme engagement politique, fait souvent méconnu", a poursuivi M. Royce. "La grande difficulté, dans le bassin du Congo, sera d'y établir et d'y maintenir des régimes efficaces de limitation de l'exploitation forestière et de la chasse, mais c'est une difficulté qui ne sera pas insurmontable vu la grande expérience et les talents que les Etats-Unis peuvent appliquer à ce genre de travail."

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI502 02/06/2004

La proclamation de M. Bush sur le Mois de l'histoire afro-américaine

(Un nouveau musée rendra hommage aux réalisations des Afro-Américains.) (720)

Dans un communiqué rendu public le 4 février 2004 par la Maison-Blanche, le président Bush proclame le mois de février 2004 Mois de l'histoire afro-américaine en reconnaissance du patrimoine et des réalisations des Afro-Américains et des extraordinaires contributions qu'ils ont apportées aux Etats-Unis.

Le président y évoque notamment la signature d'une loi "portant création du Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines dans le cadre de l'Institution Smithsonian".
Ce musée, explique-t-il, "commémorera les triomphes des Afro-américains, notamment leur détermination à surmonter les maux de l'esclavage et de la discrimination, leurs nombreuses réalisations et leurs innombrables contributions à notre pays".
On trouvera ci-après le texte de la proclamation du président Bush.
La Maison-Blanche
Bureau du secrétaire de presse
4 février 2004
Mois de l'histoire afro-américaine 2004
Proclamation du président des Etats-Unis d'Amérique
Pendant le Mois de l'histoire afro-américaine, nous rendons hommage au patrimoine et aux réalisations des Afro-Américains et reconnaissons les extraordinaires contributions qu'ils ont apportées aux Etats-Unis.
Les Afro-Américains ont soutenu les idéaux de l'Amérique, défendu son territoire et enrichi sa culture et sa société. Des chefs de file courageux tels Sojourner Truth, Harriet Tubman, Booker T. Washington, Martin Luther King et Leon Sullivan ont poussé l'Amérique à sonder son coeur et à respecter la dignité et l'égalité de tous les peuples, quelle que soit leur race. Aujourd'hui, des Afro-Américains assument des positions de chefs de file aux plus hauts niveaux des armées, du monde des affaires, de l'enseignement, de l'appareil juridique, du gouvernement, des arts, des sports et de la religion.
Afin de permettre à ces millions d'Afro-Américains qui ont renforcé notre pays de partager leur histoire, j'ai récemment signé une loi portant création du Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines dans le cadre de l'Institution Smithsonian. Ce musée commémorera les triomphes des Afro-américains, notamment leur détermination à surmonter les maux de l'esclavage et de la discrimination, leurs nombreuses réalisations et leurs innombrables contributions à notre pays.
Cette année, le Mois de l'histoire afro-américaine marque le cinquantième anniversaire de la décision de la Cour suprême de 1954 "Brown Vs Board of Education" (Brown contre le Conseil scolaire). Dans cette décision qui a fait date, la Cour suprême déclare la fin de la pratique honteuse et inconstitutionnelle d'une ségrégation légale dans nos écoles, décidant à l'unanimité que la Constitution exige que tous les Américains soient traités de façon égale quelle que soit la couleur de leur peau. La décision dans l'affaire Brown transforma l'Amérique et prit en compte les principes de notre Constitution. Cette année, nous nous souvenons des écoliers et des parents courageux qui ont défié la ségrégation. Nous rendons hommage à ceux qui, au plan moral et au plan juridique, préparèrent le terrain en vue de cette décision de justice, notamment à Thurgood Marshall, l'avocat héroïque qui a représenté Linda Brown et s'est battu pour ses droits et ceux de tous les Afro-Américains. Nous rendons hommage aux neuf juges de la Cour Suprême qui ont aidé l'Amérique à faire du principe de l'égalité de tous devant la loi une réalité pour les Afro-Américains. Près de 50 ans après la décision "Brown", nous sommes fiers des progrès que l'Amérique a faits, mais nous reconnaissons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire pour garantir que notre pays vive selon le principe fondateur selon lequel tous les enfants de Dieu sont créés égaux.
C'est pourquoi je soussigné George Bush, président des Etats-Unis d'Amérique, proclame, en vertu du pouvoir que me confèrent la Constitution et le droit des Etats-unis, le mois de février 2004 Mois de l'histoire afro-américaine. J'invite les élus, les enseignants, les libraires et toute la population des Etats-Unis à observer ce mois par des cérémonies et des activités qui mettent en évidence, tout en les célébrant, les contributions des Afro-Américains à la vie de notre pays.
En foi de quoi j'appose ma signature au bas du présent document en ce troisième jour de février de l'an de grâce deux mille quatre, deux cent vingt-huitième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.
George Bush
(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)